



# IRAN LIBERATION

N° 384

Bulletin d'information de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national de la Résistance iranienne 31 octobre 2011

Conférence à Bruxelles  
18 octobre 2011

## Annuler l'ultimatum de fermeture d'Achraf Assurer la protection du camp



- *Maryam Radjavi met en garde contre un nouveau massacre en raison des obstructions que le gouvernement irakien fait aux efforts internationaux pour la résolution pacifique de la crise d'Achraf*
- *Gouverneur Howard Dean (USA) : Nous avons 74 jours jusqu'à ce que toutes les troupes américaines se retirent et qu'il ne reste plus de protection.*
- *Gerald Kindermans, député belge : L'Irak a posé une date butoir pour fermer le camp ce qui pourrait être une nouvelle excuse pour tuer les habitants.*
- *Struan Stevenson, eurodéputé : Maliki et de ses maîtres de Téhéran veulent voir les gens d'Achraf annihilés. Nous atteignons le point de non retour.*

## Appel américano-européen pour annuler l'ultimatum visant à fermer Achraf

Conférence internationale au Parlement  
européen Bruxelles - 19 octobre 2011



- *Alejo Vidal Quadras, vice-président du PE : Les Achrafiens sont la force démocratique anti-intégriste la plus importante, la plus authentique et la plus organisée contre le régime .*
- *Gunter Verheugen, ex-commissaire européen : Si nous acceptons cette date butoir du gouvernement irakien, nous lui donnons un permis de tuer.*
- *Soren Sondergaard, eurodéputé : Défendre Achraf, c'est aider à libérer l'Iran.*
- *Edit Bauer, eurodéputée : Ce n'est pas juste une catastrophe pour les Achrafiens, mais une défaite pour la communauté internationale.*
- *Louis Freeh : Les USA ont des obligations morales et écrites envers chacun des Achrafiens.*

# ANNULER L'ULTIMATUM - ASSURER LA PROTECTION D'ACHRAF

*Dans une conférence internationale le 18 octobre à Bruxelles sur l'invitation du Comité belge des Amis d'un Iran démocratique, des représentants du Parlement européen et du parlement belge, ainsi que des personnalités internationales de premier plan des États-Unis et d'Europe, ont souligné la nécessité de s'opposer au régime iranien qui est le banquier central du terrorisme dans le monde. Achraf est le facteur le plus important de confrontation à la dictature religieuse et terroriste qui se dirige vers l'acquisition de la bombe atomique. Dans le même temps, la défense d'Achraf est en ligne avec la promotion de la démocratie et des droits humains et la défense du printemps arabe dans la région.*



18 octobre

**Nontombi Tutu, militante des droits humains, fille de l'archevêque Desmond Tutu, modératrice de la conférence**

Je sais ce que nous pouvons faire en tant que peuple, avec nos voix, avec nos marches, avec notre engagement pour les droits de l'homme. Je sais ce que sait de penser que peut-être le monde s'en fiche. Aussi je suis venue pour dire que nous sommes là pour faire savoir aux gens d'Achraf que le monde se préoccupe, que nous sommes là aussi pour faire savoir à nos représentants politiques que nous n'allons pas rester à ne rien faire et à nous taire pendant que les gens du camp d'Achraf sont face à des menaces et à la date butoir du 31 décembre. J'essaie de ne pas citer mon père trop souvent. Cependant sous l'Apartheid il m'a fait une déclaration qui compte toujours dans nos vies: On ne peut pas choisir de rester neutre dans une situation d'oppression parce qu'en choisissant d'être neutre, on s'aligne sur l'opresseur.

**Maryam Radjavi, présidente élue de la résistance iranienne**

Il faut cesser le silence et la passivité face au fascisme religieux en Iran qui, avec la complicité des dictateurs syriens et irakiens, plonge chaque jour davantage le Moyen-Orient dans le sang. Pourquoi restez-vous les bras croisés face à un nouveau massacre qui se prépare avec une date butoir fixée par le gouvernement irakien pour la fermeture du camp d'Achraf? Je suis venue pour mettre en garde les gouvernements occidentaux et leur dire que s'ils ne s'opposent pas aujourd'hui aux violations par le gouvernement irakien du droit international et à son intention d'éliminer les Achrafiens, demain il sera trop tard.

Khamenei a voulu détourner à son profit tout le processus en cours au Moyen-Orient en organisant une opération terroriste d'envergure au cœur de Washington, mais il a échoué et a été pris la main dans le sac.

Nous sommes réunis pour demander aux gouvernements européens et américain pourquoi ils gardent le silence face à la date butoir du gouvernement irakien pour fermer Achraf dont le but est clairement d'exterminer les habitants du camp? Suite à la prise de position du HCR déclarant les résidents d'Achraf comme demandeurs d'asile avec une protection de base, et suite à l'initiative de la Baronne Ashton, la Haute représentante de l'UE pour la politique étrangère de désignant l'ambassadeur De Ruyt comme son représentant personnel pour Achraf, il revient maintenant aux États-Unis et aux États membres de l'Union européenne de soutenir la mission du Représentant spécial, pour qu'il puisse se rendre en Irak, visiter le camp d'Achraf, rédiger des rapports directs et mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour la protection des habitants. Ils ne faut pas permettre que l'on porte atteinte à ces efforts et à ces acquis. Il est temps que le Secrétaire général des Nations Unies et la Haut Commissaire aux droits de l'homme installent au plus vite une équipe d'observateurs de l'ONU à Achraf et fassent annuler cet ultimatum.

**Pourquoi restez-vous les bras croisés face à un nouveau massacre qui se prépare avec une date butoir?**

**- Maryam Radjavi**

**Face à l'oppression choisir la neutralité**

**c'est s'aligner sur l'opresseur.**

**- Nontombi Tutu**

**Howard Dean, ancien président du parti démocrate américain**

Les USA restent moralement responsables de la sécurité des gens à Achraf aujourd'hui même. Si nous échouons dans les 74 jours à venir, et si le Premier ministre Maliki utilise à nouveau nos équipements et notre entraînement pour assassiner des civils innocents, cela ne va pas seulement retomber sur la tête des Américains, cela deviendra aussi un enjeu électoral.

Nous soutenons un gouvernement en Irak qui est dirigé par un criminel de guerre qui comparaitra un jour à La Haye. Nous ne voulons pas que 3400 personnes soient assassinées à Achraf par le gouvernement de Maliki. Oui les USA ont une responsabilité là-dedans, ainsi que les Européens. Vous aussi vous versez des centaines de millions d'euros d'aide à l'Irak. Pourquoi financez-vous un gouvernement dirigé par un criminel de guerre?

**Peter Van Rompuy, sénateur belge**

Les semaines et les mois à venir sont cruciaux pour Achraf. C'est pourquoi je suis venu aujourd'hui pour appeler l'UE, les USA et l'ONU à prendre des mesures urgentes pour que le gouvernement irakien annule cette date butoir pour fermer Achraf à la fin de l'année. J'appelle l'ONU à installer une équipe permanente d'observateurs à Achraf pour assurer la protection de ses habitants. Et enfin, je donne mon plein soutien à l'envoyé spécial de l'UE, mon compatriote belge, Jean de Ruyt. Nous voulons montrer que votre lutte est aussi notre lutte, que votre douleur et votre liberté sont aussi les nôtres et que par conséquent la communauté internationale est fermement déterminée à soutenir les habitants d'Achraf jusqu'à ce qu'ils puissent eux aussi goûter la douceur de la liberté dans leur vie.

**Tom Ridge, secrétaire américain à la Sécurité intérieure (2003-2005)**

Pendant des années nous avons essayé de négocier avec l'Iran. Pendant que nous négocions, ils emprisonnent, ils torturent et ils assassinent. Nous négocions et ils continuent d'avancer inexorablement vers une capacité nucléaire non pacifique. Nous négocions et cependant le ministre des affaires étrangères de l'Iran applaudit publiquement au plus récent massacre d'Achraf. Notre inscription de l'OMPI sur la liste



Nontombi Tutu



Maryam Radjavi



Howard Dean



Peter Van Rompuy

**La communauté internationale est déterminée à soutenir les Achrafiens jusqu'à ce qu'ils puissent goûter la douceur de la liberté**  
**- Peter Van Rompuy**



18 octobre



Tom Ridge



Gerald Kindermans



Michael Mukasey



Ryszard Czarnecki



Général Conway



Struan Stevenson



Louis Freeh



Colonel Martin

noire a donné au gouvernement irakien un permis de tuer. La position américaine face aux faits est inefficace, naïve et doit changer. Un changement de régime est notre seul espoir de voir un Iran démocratique. Et ce potentiel pour la démocratie se trouve dans un groupe d'opposition dévoué à la réforme démocratique, un groupe qui a enduré des génocides massifs durant des décennies, l'OMPI. Il est temps de tenir compte des appel à radier l'OMPI de la liste noire, il est temps d'agir. Non seulement à cause des massacres à Achraf, ou du déni de droit constant de la part des dirigeants en Iran. Non seulement à cause de l'opinion publique informée, mais parce que nous savons qu'attendre signifie davantage de morts.

**Gerald Kindermans, député belge**

Les gens à Achraf ont souffert grandement durant toutes ces années. Près de 50 personnes sont mortes dans les attaques de l'armée irakienne contre ces opposants sans armes. Après l'attaque mortelle d'avril, l'Irak a causé davantage de morts en refusant délibérément l'accès aux soins médicaux. C'est inacceptable et nous ne devons pas rester silencieux. Je suis heureux que nous ayons maintenant un diplomate belge comme envoyé de l'UE pour Achraf. Avec les dispositifs de brouillage des communications installés en bordure du camp, cette fois le monde ne saura que lorsque le massacre aura pris fin, juste comme à Srebrenica il y a 16 ans quand nous avons dit "plus jamais ça".

**Michael Mukasey, ministre américain de la Justice (2007-2009)**

Est-ce qu'Achraf va devenir l'histoire de Srebrenica, quand les nations ont regardé le délai s'écouler et n'ont rien fait. Ou est-ce que ce sera plutôt l'histoire de Benghazi où l'Europe a agi et sauvé des vies? Il est temps maintenant pour nous tous ici et le gouvernement des Etats-Unis d'agir. Il est temps d'annuler la date butoir, il est temps de sortir l'OMPI de la liste noire. Il est temps de lâcher des forces qui une fois libérées, pourraient stopper la tyrannie. Si nous nous dressons pour agir, face à la tyrannie et montrons notre détermination, aux Etats-Unis, en Europe, dans l'Union européenne -tous ceux qui sont libres- montrer que nous sommes déterminés à agir, alors ils ne pourront pas l'emporter.

**Ryszard Czarnecki, eurodéputé, ancien ministre polonais aux Affaires européennes**

Malgré tous les efforts et acquis, nous sommes toujours préoccupés, parce que les racines de ce problème sont à Téhéran qui pousse le gouvernement irakien et son premier ministre à agir contre Achraf. Cela pourra mener à une nouvelle attaque sanglante à la fin de l'année. Le gouvernement irakien doit comprendre qu'il lui faut choisir entre le respect de ses engagements internationaux, l'amitié et la coopération avec l'Europe d'une part, et l'amitié avec les mollahs d'autre part et son lot d'isolement dans la communauté internationale.

**Général James Conway, commandant du Corps des Marines américain (2006-2010)**

Une élection s'annonce dans notre pays et aucun président américain ne veut voir nos valeurs ternies, ni piétinées, comme nous l'avons vu dans le massacre d'avril, aucun président ne veut aller devant les urnes avec du sang sur les mains. Je suis convaincu que si nous devons éviter une guerre, avec morts et destructions, nous avons besoin d'un Iran non nucléaire, d'un Iran qui ne soutienne pas le terrorisme international, un Iran qui ne tue pas son peuple dans les rues. Mais ce dont nous avons besoin, c'est d'un Iran qui reconnaît les libertés individuelles,

qui permet l'existence d'un gouvernement représentatif et qui aura la pleine intention de se joindre à ses amis et alliés dans la région. Ce dont nous avons besoin c'est d'un Iran envisagé avec les principes de Madame Radjavi.

**Struan Stevenson, eurodéputé, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak**

Le véritable agenda de Maliki et de ses maîtres à Téhéran c'est qu'ils n'ont aucune intention de nous permettre de prolonger cette date butoir du 31 décembre ou toute autre date que nous pourrions fixer. Ils veulent voir les gens d'Achraf annihilés. Nous atteignons le point de non retour. Et si nous laissons commettre un autre massacre, sachez ceci: Nouri al-Maliki est déjà poursuivi par un juge espagnol pour crimes contre l'humanité. S'il commet d'autres violences contre les gens d'Achraf, il devra faire face à la justice. Je félicite la baronne Ashton pour avoir nommé Jean de Ruyt comme envoyé spécial avec des responsabilités, mais ce n'est pas suffisant. Nous avons besoin d'une action de Washington. Nous avons besoin d'une action des gouvernements de l'Union européenne. Si chaque pays d'Europe prenait une centaine de personne d'Achraf, la situation se résoudrait du jour au lendemain. Alors ne restez pas assis, gouvernements d'Europe, ne restez pas assis comme ça Président Obama, relevez les manches et faites quelque chose pour aider ces gens.

**Louis Freeh, directeur du FBI (1993-2001)**

Nous sommes extrêmement frustrés à cause du délai, du silence de notre gouvernement vis-à-vis du danger imminent qui menace les 3400 résidents d'Achraf et plus important encore, l'impact de répression que cela a sur les forces de la liberté pour l'Irak. Nous pressons notre président et notre secrétaire d'Etat de se décider immédiatement et de déléster cette organisation. Parce qu'il ne s'agit pas d'une liste passive, c'est un permis de tuer donné aux éléments du gouvernement irakien sous le contrôle du régime de Téhéran et un permis à ce dernier de tuer les membres de cette organisation dans des parodie de procès en Iran.

**Colonel Wesley Martin, ancien commandant de la lutte contre le terrorisme en Irak et commandant de la police militaire américaine à Achraf**

L'UE, les USA et l'ONU doivent agir pour empêcher un troisième massacre. Il faut forcer Maliki à travailler avec le reste du monde, pas juste l'Iran. Il faut qu'il y ait une protection de l'ONU à Achraf et je suis prêt à rejoindre cette force dès à présent en retournant à Achraf. Le département d'Etat doit retirer l'OMPI de la liste noire et il faut faire sortir les Achrafiens d'Irak. Maintenir l'OMPI sur la liste est un crime contre la démocratie, permettre une attaque du camp et l'assassinat de gens sans armes est un péché contre l'humanité.

## CNRI: "Il ne faut pas fermer le camp d'Achraf"



par Vincent Braun - Extraits

L'opposition iranienne demande aux Occidentaux d'empêcher l'Irak d'évacuer ce camp d'exilés iraniens. Au risque d'une catastrophe humanitaire.

Le Conseil national de la résistance d'Iran (CNRI) a vigoureusement critiqué "la complaisance" et "la passivité" des gouvernements occidentaux concernant le dossier du camp d'Achraf, mardi à Bruxelles lors d'une convention qui a réuni de nombreux sympathisants américains et européens, dont des parlementaires belges. "Nous sommes réunis pour demander aux gouvernements européens et américain pourquoi ils gardent le silence face à la date butoir fixée par le gouvernement irakien pour fermer Achraf dont le but est clairement d'exterminer les habitants du camp", a déclaré Maryam Radjavi, la présidente du CNRI.

Les différents intervenants ont alors adressé une triple demande à l'Union européenne, aux Etats-Unis et aux Nations unies, d'engager une action urgente afin que le gouvernement irakien annule, ou à tout le moins reporte, sa décision de fermer le camp d'Achraf à la fin de cette année. Ce camp de réfugiés iraniens situé dans le nord de l'Irak se trouve dans une situation insoluble depuis des années. (...)

Depuis le transfert aux autorités irakiennes il y a deux ans et demi, la situation du camp semble empirer. "Non seulement, l'accès au camp pour l'approvisionnement en

nourriture, fourniture médicale et carburant reste limité mais les résidents sont confinés dans l'enceinte du camp comme dans une prison", souligne Shahin Ghobadi, porte-parole de l'OMPI. Des témoignages font régulièrement état de harcèlement moral et d'atteinte physique envers les résidents d'Achraf. En avril dernier, une "descente" menée par les forces armées irakiennes s'était soldée par la mort de 36 personnes et des blessures pour 300 autres.

La mobilisation internationale concernant Achraf se heurte à la détermination du gouvernement de Nouri al Maliki d'asseoir son autorité dans un Etat nouvellement émancipé de la tutelle américaine. "Mais les Etats-Unis restent moralement responsables pour la sécurité des habitants d'Achraf car au moment de les désarmer en 2003, nous leur avons promis de les protéger", a souligné l'Américain Howard Dean, ex-chef de file des Républicains.

Pour l'heure, le temps risque de manquer. D'où la demande d'une intervention urgente du Secrétaire général de l'Onu et d'un déploiement immédiat dans Achraf d'une force onusienne permanente de surveillance.

S'agissant du statut des résidents, une

procédure est actuellement en cours. Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés mène actuellement des entretiens et des évaluations individuelles des 3 400 résidents, chacun ayant demandé le droit d'asile. Une opération qui devrait s'étendre sur plusieurs mois, ce que ne permet pas le délai courant jusqu'à la date annoncée par le gouvernement irakien.

L'octroi d'un statut de réfugié politique leur permettrait d'aller s'installer ailleurs. L'intention serait de les installer dans l'un ou l'autre des 27 pays de l'Union ou dans des pays tiers.

Le retour en Iran s'avère improbable tant qu'un Iran démocratique n'est pas proclamé, affirme-t-on du côté de l'opposition iranienne.

La récente nomination du diplomate belge Jean de Ruyt par la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton au poste d'émissaire personnel pour Achraf, si elle affiche la volonté de l'Union de résoudre l'épineux dossier, ne pourra être suivie d'effets positifs que si s'instaure une concertation avec les Nations unies et les Etats-Unis. Reste à ce nouvel ambassadeur européen à visiter le camp "le plus vite possible" et à convaincre le gouvernement irakien de reporter la date de fermeture, estime le député européen Struan Stevenson, chef de la délégation du Parlement européen UE-Irak.

Si Bagdad persiste dans sa volonté de fermer le camp à la fin de l'année et qu'aucune solution n'est trouvée d'ici là, la vie des résidents sera en danger. "Pour appliquer leur décision de fermer Achraf, les autorités irakiennes pourraient attaquer le camp et le faire évacuer de force", affirme M. Ghobadi. "Le gouvernement irakien, sous la pression du régime iranien, prépare le terrain pour une catastrophe humanitaire à Achraf en persistant dans son intention de faire respecter la date de fermeture du camp le 31 décembre 2011", résume le sénateur belge Dirk Claes, faisant référence aux manœuvres menées en coulisses par Téhéran pour se débarrasser une fois pour toutes de cette opposition bien gênante.



### Les Iraniens en exil exhortent à reporter un délai pour la fermeture du camp d'Achraf en Irak



18 octobre - Les opposants iraniens, soutenus par des personnalités

politiques belges, européennes et américaines, ont exhorté la communauté internationale à faire pression sur l'Irak pour reporter la fermeture d'un camp. « Les États-Unis restent moralement responsables vis-à-vis des personnes à Achraf », a déclaré l'ancien candidat démocrate à la présidentielle Howard Dean, faisant référence au camp d'Achraf, où résident 3400 opposants iraniens qui font actuellement face à l'expulsion d'ici la fin de l'année.

« Nous avons 74 jours jusqu'à la date butoir », a-t-il dit lors d'un rassemblement de centaines de personnes à Bruxelles, « jusqu'à ce que toutes les troupes américaines se retirent et qu'il ne reste plus de protection. » Les résidents du camp sont en cours d'évaluation individuelle par le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU après avoir demandé le statut de réfugié, afin de leur permettre de s'installer ailleurs, mais les craintes subsistent que la procédure ne puisse être achevée dans le temps imparti par Bagdad. Maryam Radjavi, qui dirige le Conseil National de la Résistance d'Iran, exhorte à une action internationale rapide « pour annuler le délai répressif imposé par le gouvernement irakien. »

Le mois dernier, la chef de la politique étrangère de l'UE Catherine Ashton a nommé un conseiller pour aider à résoudre la question, et le responsable du groupe parlementaire européen pour l'Irak, l'eurodéputé Struan Stevenson, a déclaré que « l'ambassadeur De Ruyt devrait se rendre à Achraf au plus tôt ».

# Il ne doit pas y avoir de nouveau massacre à Achraf

*Discours de Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, à la conférence donnée au Parlement européen à Bruxelles le 19 octobre.*

Je suis ravie d'être ici à nouveau, au siège de la démocratie européenne. La présence de personnalités et de représentants élus des Etats-Unis et d'Europe à nos côtés aujourd'hui afin de parler d'une solution pour la protection des résidents d'Achraf et mettre fin à la dictature en Iran, symbolise la conscience éveillée du monde qui dit clairement :

- Nous ne voulons pas et il ne doit pas y avoir de nouveau massacre à Achraf.

- Il faut mettre fin au blocus, à la répression et à l'inscription sur la liste noire de l'opposition iranienne, qui est la dernière et la seule solution au problème de l'Iran.

- Et enfin, il faut reconnaître le droit du peuple iranien à résister à la dictature pour sa liberté.

Six mois ont passé depuis que les forces irakiennes ont attaqué Achraf à l'instigation du régime iranien. Durant cette période, les mollahs ont eu recours à toutes sortes d'agressions et de pressions contre les habitants du camp. Cela reflète la situation de crise à laquelle le régime est confronté. Car en Iran, il se sent menacé par la montée du mécontentement populaire et, dans la région, par la vague des révolutions. Pour échapper à ces problèmes, les mollahs ont accéléré leur course à l'arme atomique.

Parallèlement, ils ont recours à davantage de terrorisme. La semaine dernière, un complot de grande ampleur des mollahs a été déjoué à Washington. Enfin, ils ne perdent aucune occasion d'attaquer Achraf.

Il y a deux semaines, le CNRI a révélé que sur l'ordre des mollahs de Téhéran, le gouvernement irakien faisait obstacles aux organisations internationales qui tentent de résoudre la crise d'Achraf. Le gouvernement irakien veut perturber le processus du HCR visant à définir le statut des résidents, afin de le subordonner à sa propre volonté et de le retarder, pour qu'à la fin décembre, l'absence d'avancée lui serve de prétexte à une nouvelle attaque meurtrière. Des sources de la Résistance au sein du régime des mollahs nous ont informés d'un complot conjoint du régime iranien et de ses alliés irakiens pour attaquer et occuper d'autres parties d'Achraf, ce qui constitue un plan pour un nouveau massacre. Dans ces circonstances, la protection des résidents d'Achraf est une question d'urgence.

À cet égard, la récente décision de la baronne Ashton de nommer un représentant personnel pour Achraf est inestimable. Au nom du peuple iranien et de sa Résistance, je l'en remercie très sincèrement. Cet acquis est le résultat d'efforts menés par M. Alejo Vidal Quadras, ainsi que MM. Struan Stevenson et Jim Higgins.

Le gouvernement irakien, qui agit à l'instigation des mollahs, considère l'envoyé spécial comme un obstacle à son plan de



**Cette date butoir est destinée à provoquer l'échec du plan européen et à neutraliser les efforts de l'ONU pour trouver une solution pour Achraf**

destruction d'Achraf. C'est pourquoi il est nécessaire que l'envoyé spécial accélère ses efforts pour protéger les habitants. Un déplacement en Irak est un pas dans cette direction. Il est également prévu qu'en plus du Parlement européen, les États membres et la Commission européenne utilisent leurs moyens et leur influence pour aider l'envoyé spécial de l'UE à protéger les habitants du camp.

Chaque année, les gouvernements occidentaux, en particulier l'Union européenne, versent une aide financière énorme pour la reconstruction de l'Irak et apportent toutes sortes d'aides techniques, de formation et militaires. Cela permet à l'Union européenne en tant que puissance majeure de jouer un rôle de premier plan pour pousser le gouvernement irakien à respecter ses obligations internationales. Nous demandons aussi aux États-Unis de soutenir la mission de l'envoyé spécial de l'UE. Nous demandons au Secrétaire général de l'ONU et à la Haut Commissaire aux droits de l'homme de prendre des mesures pour l'installation au plus vite d'observateurs de l'ONU à Achraf. La présence d'une équipe d'observateurs de l'ONU à Achraf jusqu'à la réinstallation des habitants dans les pays tiers apportera une garantie pour éviter une nouvelle catastrophe humanitaire. Malheureusement, les gouvernements européens, face à l'initiative de la baronne Ashton, n'ont pas encore assumé leur responsabilité de protéger.

Je leur demande pourquoi ils ont gardé le silence sur la date butoir criminelle imposée par le gouvernement irakien pour fermer le camp alors que le gouvernement irakien a déjà commis deux massacres à Achraf. Les membres de l'UE veulent-ils être témoins d'une autre catastrophe dont ils auront été prévenus ?

Cette date butoir est destinée à provoquer l'échec du plan du Parlement européen et à neutraliser les efforts des Nations Unies pour trouver une solution pour Achraf.

Les gouvernements occidentaux doivent prendre des mesures pour annuler cette date butoir afin que le HCR puisse remplir ses responsabilités vis-à-vis d'Achraf.

Je demande à la baronne Ashton, au Secrétaire général de l'ONU et à la Haut Commissaire aux droits de l'homme de protester contre ce délai funeste. Je demande aussi aux États-Unis et à l'Union européenne de contraindre le gouvernement irakien à retirer ce délai. La suppression de ce délai ne coûte rien aux puissances occidentales. Elles peuvent facilement le faire et c'est un minimum pour protéger les habitants d'Achraf. Je préviens que le silence occidental vis-à-vis de cette date butoir est un feu vert pour le prochain carnage.

Je préviens que le temps nous est compté. Nous ne pouvons nous permettre de perdre du temps car il s'agit d'éviter une catastrophe humanitaire.

N'oubliez pas que le régime des mollahs fait obstacle au printemps arabe. Si on ne l'arrête pas à temps, les peuples de ces pays perdront tous leurs acquis.

Le seul moyen de s'opposer aux mollahs repose dans les mains du peuple iranien et de sa résistance. La communauté internationale doit se placer aux côtés du peuple iranien en apportant son soutien à ce mouvement et non en lui barrant la route. C'est un peuple qui mérite une démocratie parlementaire et une république fondée sur la séparation de la religion et de l'Etat, qui mérite une société fondée sur le respect des droits humains, débarrassée de la peine de mort, et une société où règne l'égalité des femmes et des hommes, où les femmes jouent un rôle égal à la direction politique.

**Chaque année l'UE verse une aide financière énorme pour la reconstruction de l'Irak.**

**Elle peut jouer un rôle majeur pour pousser Bagdad à respecter ses obligations internationales.**

# Appel américano-européen pour annuler l'ultimatum visant à fermer Achraf

*Sous l'égide du groupe interparlementaire des Amis d'un Iran libre au Parlement européen, des personnalités internationales européennes et américaines se sont rassemblées le 19 octobre dans une conférence, présidée par l'eurodéputé Jim Higgins au siège du PE à Bruxelles. Elles ont tiré l'alarme contre les intentions sinistres du régime iranien et du gouvernement irakien vis-à-vis d'Achraf. Elles ont réclamé que l'ultimatum illégal fixé à la fin de 2011 pour fermer ce camp soit retiré pour éviter un nouveau carnage.*

19 octobre



Depuis la gauche : Tunne Kelam, Soren Sondergaard, Alejo Vidal-Quadras, Jim Higgins, Maryam Radjavi, Michael Mukasey, Gunter Verheugen, Louis Freeh et Edit Bauer.

## Jim Higgins, eurodéputé irlandais, membre du bureau du PE, modérateur

Si une personne fait vraiment preuve de courage, de sens du leadership, de détermination et de vision pour la libération de l'Iran, c'est bien Mme Radjavi. Nous avons fait réunion sur réunion, mais en fin de compte, ce dont nous parlons, c'est d'une tentative très déterminée du gouvernement irakien d'engendrer une nouvelle crise humanitaire. La date butoir du 31 décembre n'est pas un délai réaliste, et c'est pourquoi nous appelons tout d'abord l'Union européenne dans son ensemble, puis les Etats membres à intervenir. Si nous obtenons une résolution de l'ONU, alors nous aurons un mandat positif en relation avec ce que nous pouvons faire pour éviter un désastre humanitaire.

## Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen

Les services rendus par l'OMPI à la communauté internationale pour révéler le terrorisme du régime iranien sont certainement aussi importants que ses avertissements [de l'OMPI] sur la prolifération nucléaire du régime. En 2005, la Résistance iranienne a révélé une liste très précise de milliers d'éléments du régime iranien en Irak dont le travail est de promouvoir le terrorisme.

En croyant et en prônant un islam moderne et pacifique, la résistance iranienne est en effet l'antithèse de l'intégrisme et du terrorisme.

En qualifiant l'OMPI de terroriste, nous avons ouvert la voie à l'intégrisme et au terrorisme de la meilleure façon qui soit.

Les résidents d'Achraf sont la force anti-intégriste la plus grande, la plus authentique et la mieux organisée. Ainsi notre soutien à Achraf n'est pas juste une question humanitaire, mais aussi une nécessité pour la paix et la stabilité dans la région et dans le monde. J'appelle tous mes collègues à encourager leurs Etats membres, ainsi que le Conseil et la Commission à prendre les actions nécessaires.

## Le juge Michael Mukasey, ministre américain de la Justice (2007-2009)

Malheureusement, mon gouvernement dans les années 1990, pour des raisons n'ayant rien à voir avec la réalité de la situation, mais ayant à voir avec la politique, a mis l'OMPI sur la liste du terrorisme, parce qu'on pensait alors que cela augmenterait notre capacité à mener un dialogue avec les mollahs. Cette stratégie a manifestement échoué.

Nous avons des preuves de ce à quoi les Iraniens sont prêts, ce à quoi les Irakiens sont prêts et nous avons des preuves éloquentes ici, venant de Mme Radjavi, de ce qu'est en réalité l'OMPI et de ce qu'elle défend. Je vais informer mon gouvernement de mettre fin à cette inscription, ce que la Secrétaire d'Etat peut faire d'un trait de plume, ce qui facilitera beaucoup de mettre fin à ce qui promet d'être une terrible crise humanitaire si nous permettons que cela continue.

## Soren Sondergaard, eurodéputé danois

Notre tâche est d'essayer de prolonger le délai avec tous les moyens dont nous disposons. Et nous sommes pressés par le temps. Nous savons ce que nous devons faire demain, pas après-demain. Ce que nous faisons ne concerne pas juste la population du camp d'Achraf. Cela ne concerne pas l'OMPI non plus. Cela ne nous concerne certainement pas non plus. Cela concerne le peuple iranien, parce que la grande tragédie, c'est que cette organisation, l'OMPI est taxée de terrorisme par un régime qui est de fait un régime terroriste. Un régime qui réprime sa propre population, les droits des femmes, les droits des syndicats, les minorités religieuses, la liberté d'expression et tue même son propre peuple. Tout ceci n'est pas juste pour le camp d'Achraf. Tout ceci, c'est pour aider à atteindre une situation où nous aurons un Iran libre, et où le peuple en Iran pourra faire son propre choix pour le futur. Je suis très fier de participer à cette lutte à vos côtés.

## Louis Freeh, directeur du FBI (1993-2001)

Si vous regardez les drapeaux autour de cette pièce, la plupart des pays représentés ont été victimes de la politique faillie de la complaisance. Les

**Si une personne fait vraiment preuve de courage et de vision pour la libération de l'Iran, c'est bien Mme Radjavi.**

**- Jim Higgins**



Etats-Unis l'ont essayée; les puissances occidentales l'ont essayée et elle a échoué. Aussi, nous devons agir de toute urgence ici. J'aurais voulu que mon pays prenne la tête, pas du retard, et ne montre pas d'hésitation, ce qui est malheureusement le cas. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour maintenir la pression sur Washington.

Les Etats-Unis ne sont pas exemptés de leur responsabilité dans un nouveau Srebrenica ici, parce qu'ils n'ont pas pris de décision sur la sortie de la liste noire. Ils ont des obligations morales et écrites vis-à-vis de chacun de ces habitants en matière de protection. Ces obligations n'ont pas disparu quand nous avons transféré la protection aux Irakiens, ce qui en soi était une terriblement mauvaise décision et une décision dangereuse.

#### Edit Bauer, eurodéputée slovaque

La situation des droits humains en Iran, spécialement la répression des femmes dans ce pays, a toujours été à nos yeux un grave point de préoccupation, spécialement pour moi. Le fait que depuis le début de cette année jusqu'à la fin septembre, en l'espace de 9 mois, plus de 550 personnes ont été exécutées est choquant. Le harcèlement et le traitement inhumain des femmes continuent. Parmi celles qui sont réprimées il y a des parentes des habitants d'Achraf.

En Irak, les conditions que le gouvernement irakien a créées à Achraf sont inacceptables. La torture psychologique des habitants par 300 haut-parleurs continue depuis deux ans et demi. Il est totalement inacceptable que la communauté internationale ne soit pas capable de prolonger la date butoir imposée par le gouvernement irakien pour la fermeture d'Achraf, résultant dans un autre massacre et bain de sang à Achraf à la fin de cette année. Ce n'est pas juste une catastrophe pour les habitants d'Achraf, mais une défaite et un désastre pour la communauté internationale. Nous ne devons pas le permettre. Pour conclure, je voudrais saluer les 1000 femmes d'Achraf, et leur envoyer le message que nous ne resterons pas silencieux.

#### Gunter Verheugen, ancien commissaire européen et ancien vice-président de la commission européenne

Si nous acceptons la date butoir du gouvernement irakien, si vous n'agissez contre, si vous la laissez expirer, nous leur donnons une permis de tuer. Nous ne sommes pas autorisés à le faire. Nous avons besoin de prendre une décision claire de l'ONU sur les gens d'Achraf concernant leur statut, ils doivent être reconnus comme réfugiés. Nous avons besoin de trouver des endroits sûrs pour ces gens, et nous ne pouvons les trouver que si l'ONU leur donne un statut. Il est important de rendre sûr que l'envoyé spécial de l'UE pourra visiter le camp sans délai. Nous ne pouvons accepter que le gouvernement de Bagdad crée des obstacles à ses travaux et lui refuse l'accès à tout ce dont il a besoin. Il s'agit d'une question de la plus grande urgence pour la diplomatie européenne. J'ai rejoint ceux qui disent clairement que l'OMPI est une opposition démocratique en Iran, et que c'est le meilleur espoir dont nous disposons. A mes yeux, c'est le seul espoir de battre le régime des mollahs et de l'empêcher d'engendrer davantage de désastre dans le monde.

#### Colonel Wesley Martin, ancien commandant de la police militaire américaine à Achraf

Je suis stupéfait par le flot d'opérations psychologiques et de tromperies déversés par le régime iranien contre l'OMPI. Avoir remis le camp d'Achraf à l'Irak a été une erreur. De plus cela violait les accords passés entre l'armée et les Achrafiens.

En tant que commandant de la base, j'ai observé la communauté d'Achraf qui travaillait de près avec la communauté locale et les Irakiens de partout. La mosquée était ouverte à tous, aux chi'ites, aux sunnites, aux chrétiens. L'aide médicale était procurée non seulement à Achraf mais dans toute la communauté alentour. Ils partageaient l'eau avec toute la population locale. Maliki va saper les efforts en faveur d'Achraf de toutes les manières qu'il pourra et dira ensuite qu'il lance un avertissement pour les faire partir avant la fin de l'année. Il faut forcer Maliki à travailler avec le reste du monde, pas juste avec l'Iran. L'ONU doit être impliquée dans la protection d'Achraf, je suis prêt à y repartir aujourd'hui, au sein de cette force.

#### Pierre Galand, président de la branche européenne de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT)

L'information, nous l'avons tous. Dans le monde aujourd'hui, on sait. On ne peut plus dire "nous ne savions pas". Nous avons 60 jours pour changer une situation qui est profondément injuste pour des gens qui sont enfermés dans un camp quelque part dans le monde. Notre



Depuis la gauche, entourant Maryam Radjavi, les eurodéputés Peter Stastny, Romana Jordan-Cizelj, Alejo Vidal Quadras, Edith Bauer, Peter van Dalen, Oldrich Vlasak, Jim Higgins, Richard Falbr, Tunne Kelam et le colonel américain Wesley Martin.

responsabilité aujourd'hui est engagée. Nous pouvons tous agir. C'est ça la force des opinions publiques. Faisons en sorte que dans 60 jours, tous ici, nous puissions nous réjouir, parce qu'à Achraf on protège ces gens-là, à Achraf on donne des droits à des gens qui n'en n'ont plus et qui en sont privés aujourd'hui, que dans 60 jours nous sachions que nous pouvons fêter notre Nouvel An européen en regardant le monde droit dans les yeux, un monde où quelque part on aura créé un peu plus de justice pour les êtres humains.

#### Tunne Kelam, eurodéputé estonien

Nous faisons face à une tragédie majeure imminente. Mais au même moment, Achraf est une source d'inspiration et d'espoir. J'y suis allé il y a quelques années. C'est entièrement différent de ce qu'on imagine. Ce n'est pas un camp, mais je dirai plutôt une petite ville. Autosuffisante, avec des activités culturelles et de bonnes relations avec la population locale. Préserver ces gens est un investissement très important pour le futur non seulement de l'Iran mais aussi de l'Europe et de l'Amérique. Nous partageons la même responsabilité morale. Il est de notre responsabilité d'accélérer le processus et d'épargner des gens qui sont prêts à sacrifier leurs vies pour la démocratie et la liberté.

#### Paulo Casaca, ancien député européen portugais

Je suis allé à Achraf. J'étais avec les Irakiens tout le temps et j'ai pu voir combien ils étaient reconnaissants aux Achrafiens pour l'eau qu'ils avaient dans les villages près d'Achraf parce que l'OMPI leur donnait de l'eau. Ils recevaient aussi des soins médicaux et certains marchaient jusque là pour recevoir des traitements médicaux et l'OMPI les leurs procurait. L'OMPI était la principale organisation sur place, et d'ailleurs pourquoi l'Occident a-t-il été incapable de le faire, mais l'OMPI offrait son espace, ses salles aux Irakiens de toutes les tendances pour qu'ils viennent s'y organiser de manière démocratique. Ce sont eux qui faisaient ça. Nous devons faire tout ce que nous pouvons, nuit et jour, pour dire "non, nous ne permettrons pas que cela se passe", parce que si nous permettons ces massacres, alors ils ne s'arrêteront plus. Ils penseront qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent.

**Préserver Achraf est très important pour le futur de l'Iran, mais aussi de l'Europe et de l'Amérique.**

- Tunne Kelam



Paulo Casaca (en haut) et Pierre Galand

# Un accord en 7 points des mollahs avec Bagdad contre Achraf

*Appel de Maryam Radjavi aux USA, à l'UE et à l'ONU pour la protection du camp et empêcher un massacre*

Le ministère des Affaires étrangères du régime des mollahs, deux jours après l'annonce du retrait des troupes américaines d'Irak, a déclaré : « Pour régler le sort des membres de l'OMPI, il devait se créer un comité tripartite avec l'accord du gouvernement irakien et de la Croix Rouge en Irak (...) Ce comité s'est formé, malheureusement sans la présence de la Croix Rouge, malgré son engagement antérieur (...) Le gouvernement irakien a préparé un projet en 10 points pour la sortie des Moudjahidine d'Achraf et la fermeture du camp et cet accord en 10 points après considérations de la partie iranienne est devenu un projet en 7 points et se trouve sur l'agenda pour la signature finale. »

L'agence de presse Fars, affiliée aux pasdaran, qui a publié la nouvelle le 23 octobre, citant le vice-ministre des Affaires étrangères pour les affaires arabes et africaines et chef de cabinet adjoint du bureau de l'Irak, ajoute : « Les gouvernements de l'Iran et l'Irak considèrent la façon dont cela devrait être publiquement annoncé par les médias, des considérations soumises à l'étude et à l'action. »

Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, a déclaré : A présent, le fascisme religieux lève le voile et fait part avec une impudence extrême d'un accord où le gouvernement et la souveraineté de l'Irak deviennent ouvertement des instruments de répression des opposants au régime du guide suprême. Il est désormais clair que la date butoir de la fin de l'année 2011 pour fermer Achraf et le décret du gouvernement irakien adopté après le 8 avril et auquel Maliki se réfère

constamment, sont entièrement dictés par le régime iranien.

Toute négociation et tout dialogue, a souligné Maryam Radjavi, avec le régime iranien et toute ingérence de ce régime dans la situation des Achrafiens – qui viennent de recevoir du HCR le statut de demandeurs d'asile bénéficiant d'une protection internationale, que le régime iranien accuse de « Moharebeh » ou guerre contre Dieu et a condamnés à mort et qui exécute leurs parents pour s'être rendus à Achraf – sont une claire violation du droit international, du droit humanitaire international, des Conventions de Genève, de la convention de Genève sur les réfugiés de 1951 et du traité des droits civils et politiques. Cela relève selon la justice espagnole et le traité de Rome (statut de la Cour pénale internationale) du crime contre l'humanité, du crime de guerre et du crime contre la communauté internationale.

Mme Radjavi a lancé une mise en garde: L'accord annoncé par le ministère des Affaires étrangères du régime des mollahs avec le pouvoir irakien, ne laisse aucun doute sur leurs intentions funestes pour exterminer les Achrafiens. C'est pourquoi la Résistance iranienne appelle le président et la Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, le Secrétaire général de l'ONU et les Hauts commissaires aux réfugiés et aux droits de l'homme, la haute représentante de l'UE Catherine Ashton et l'ambassadeur Jean de Ruyt, à prendre des mesures urgentes pour assurer la protection des Achrafiens par les forces de l'ONU afin d'éviter un massacre annoncé, bien plus grand que celui du 8 avril

**Un accord où le gouvernement et la souveraineté de l'Irak deviennent ouvertement des instruments de répression des opposants au régime des mollahs**

## Des eurodéputés demandent un sursis pour les réfugiés d'Achraf



STRASBOURG, 26 octobre (Reuters) - L'évacuation du camp d'Achraf, en Irak, où

résident quelque 3.400 opposants iraniens, doit être ajournée, sous peine que s'y produise un massacre, a affirmé mercredi le président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak. Le gouvernement irakien, qui a demandé la fermeture de ce camp pour la fin de l'année, s'appête à y commettre un massacre pour complaire à l'Iran, a ajouté Struan Stevenson, un conservateur britannique, lors d'une conférence de presse à Strasbourg.

"Une bataille se prépare autour du camp d'Achraf en vue de supprimer physiquement ses occupants", a-t-il dit, évoquant une source anonyme au sein des Nations unies. Le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, refuserait de coopérer avec l'Onu pour la tenue des entretiens préalables à l'octroi du statut de réfugié qui doit permettre aux réfugiés d'Achraf d'être accueillis en Europe ou aux Etats-Unis.

"Ces entretiens n'ont pas commencé. On les bloque délibérément", a affirmé Struan Stevenson.



Plus de 120 députés européens ont demandé dans une pétition le report de la fermeture du camp d'Achraf, en Irak, où quelque 3.400 réfugiés iraniens opposés au régime de Téhéran risquent selon eux d'être "massacrés", ont annoncé mercredi les promoteurs de cette initiative. Ce projet de fermeture "pourrait servir de prétexte pour un massacre à grande échelle", s'alarment les signataires de ce texte, dont l'initiative revient notamment au conservateur britannique Struan Stevenson, au libéral belge et ancien commissaire européen Louis Michel, et à l'écologiste français José Bové. "Les préparatifs sont en cours pour une suppression complète des gens de ce camp", a assuré M. Stevenson.



## Les forces irakiennes préparent l'attaque du camp d'Achraf

BRUXELLES, 19 oct 2011 (AFP) - Les forces irakiennes se préparent à attaquer le camp d'Achraf, au nord de Bagdad, où vivent quelque 3.400 réfugiés iraniens opposés au régime de Téhéran, a mis en garde mercredi la dirigeante du principal mouvement d'opposition iranien en exil, Maryam Radjavi.

L'attaque serait "imminente" et pourrait conduire à "un bain de sang", a affirmé Mme Radjavi à l'AFP en marge d'une réunion au Parlement européen à Bruxelles.

La présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) a indiqué avoir obtenu des renseignements sur "l'imminence" d'une attaque "depuis l'intérieur du corps des gardiens de la révolution" iraniens.

"Selon ces informations, a-t-elle précisé, les forces irakiennes aux ordres de Nouri Al-Maliki (le président irakien, NDLR), viennent d'achever de planifier et de préparer une

nouvelle attaque contre Achraf pour déclencher un bain de sang. Elles viennent également de terminer leur entraînement pour cet assaut. Selon ce rapport l'ensemble des mollahs Ali Khamenei et la force +terroriste+ al-Qods", les forces spéciales du corps des Gardiens de la révolution iraniens.

Mme Radjavi a demandé à l'UE, aux Etats-Unis et à l'ONU d'agir "de toute urgence pour empêcher un nouveau bain de sang". Elle a souhaité notamment "l'installation d'une équipe d'observateurs permanents de l'ONU à Achraf" et réclamé une nouvelle fois que le camp ne soit pas fermé tant qu'une solution, sous l'égide du HCR, n'aura pas été trouvée pour ses résidents.

Le gouvernement irakien a prévu de fermer le camp d'Achraf d'ici au 31 décembre. Situé à 80 km au nord de Bagdad, ce camp

abrite quelque 3.400 personnes, liées à l'Organisation des Moudjahidine du peuple iranien (OMPI).

Déclaré hors-la-loi en 1981 par le régime islamiste au pouvoir à Téhéran, ce mouvement a été accueilli quelques années plus tard en Irak, en pleine guerre contre l'Iran.

Le camp a été désarmé après l'invasion des Etats-Unis et de ses alliés en Irak en 2003. Les Américains ont alors assuré la sécurité du camp avant de la transmettre en 2010 aux Irakiens.

Les Moudjahidine, qui demeurent des opposants résolu au régime iranien, sont depuis lors un sujet de contentieux entre Bagdad et Téhéran.

En avril, l'armée irakienne avait lancé un raid contre le camp causant la mort de 34 personnes et faisant plus de 300 blessés.